

## RÉVOLTÉS DE TOUTES LES HEURES

Partout en Europe et dans le monde le capitalisme est en crise. Crise fatale? Crise ultime?

En Grèce, le feu couve toujours sous la cendre, en Espagne «*los indignados*» ne désarment pas et dénoncent la débauche d'argent qui accompagne la visite du pape, venu prêcher la soumission et le respect de l'ordre capitaliste et moral, en Angleterre le gouvernement tente de faire passer les jeunes révoltés pour des hooligans...

Partout dans le monde, les gouvernements aux ordres du FMI et de la CEE tentent de sauver le système capitaliste en faisant payer leur peuple. L'austérité est le seul mot d'ordre de ces affameurs.

Mais les profiteurs ont peur, peur de la révolte qui peut à tout moment déboucher sur la révolution, à tel point que certains craignant de tout perdre, appellent leur gouvernement à «faire payer les riches». C'est le cas du milliardaire américain Warren Buffet qui exhorte Obama à «arrêter de cajoler les riches» ou des millionnaires français Peberau, Lévy et Bergé... qui soutiennent un opportuniste «appel à payer plus d'impôt». Aux dernières nouvelles la présidente du MEDEF serait également devenue une «partageuse»... Panique!

En France, on assiste à un étrange ballet. Le gouvernement aimerait bien nous rejouer l'air de l'union sacrée à l'image des démocrates et des républicains américains luttant de concert contre l'hydre de la dette publique.

Sarkozy écrit aux parlementaires pour leur demander aide et assistance dans la mise en œuvre de la politique d'austérité. Les socialos, qui n'ont de cesse de répéter qu'une fois élus ils juguleraient la dette publique, aimeraient bien se rallier à son blanc panache mais... élection oblige... Encore que, Manuel Valls n'hésite pas à se déclarer publiquement un fervent partisan de «la règle d'or».

Mais nous, anarcho-syndicalistes, il y a beau temps que nous ne nous faisons aucune illusion sur les politicards. Qu'en est-il du côté des organisations syndicales? La CFDT prône un «*sommet social*» avec les représentants du patronat, les organisations syndicales et le gouvernement (il ne manque plus que l'Eglise et les agences de notations!) pour «voir quelles mesures sont utiles à prendre dans notre pays pour soutenir la croissance, pour soutenir l'emploi, mais aussi permettre de réduire la dette?».

Il semblerait que Chérèque ne prêche pas dans le désert. De fait, la lecture du communiqué de l'intersyndicale CFDT, CGT, FSU, SOLIDAIRES, UNSA du 18 août 2011 est des plus édifiantes: «*Pour l'intersyndicale, des réponses nouvelles priorisant l'emploi, la cohésion sociale (protection sociale, services publics,...), la réduction des inégalités (une autre répartition des richesses, le pouvoir d'achat, une autre fiscalité), la maîtrise des déficits publics sont urgentes. L'intersyndicale, réunie ce jour, demande la tenue d'une véritable concertation sociale avec le gouvernement et le patronat pour examiner les mesures à prendre pour soutenir la croissance, soutenir l'emploi et réduire la dette tout en garantissant la cohésion sociale*».

C'est ni plus ni moins que l'accompagnement de la politique de rigueur par le syndicalisme rassemblé!

Nous ne marcherons pas dans cette opération d'union sacrée pour sauver le système capitaliste!

A contrario, nous attendons de la CGT-FO qu'elle prenne l'initiative pour lutter contre l'austérité annoncée, qu'elle joue son rôle d'organisation ouvrière libre et indépendante. Si la CGT-FO n'a pas signé l'appel honteux de l'intersyndicale, sa «*Campagne de mobilisation et d'information*» (sic) est loin de répondre aux besoins de l'heure. Les syndicalistes authentiques ont tout intérêt à prendre les devants car, quoi qu'il arrive, il y a fort à parier que, comme en Grèce, en Espagne, en Italie, en Angleterre..., la classe ouvrière et la jeunesse de France descendent dans la rue. Les bureaucrates se cacheront alors derrière les boucliers des «forces de l'ordre» ou galoperont derrière les manifestants, essayant en vain d'en prendre la tête. Quant à nous, anarcho-syndicalistes, nous serons là où est notre place, aux côtés de la classe ouvrière.

Camarades «indignados», nous sommes des «révoltés de toutes les heures»...

**Christophe BITAUD**

# L'INFLATION D'ABORD...

Des hordes d'«*économistes*» ont pris d'assaut les plateaux de télévision pour nous infliger des liturgies sans précédent, un vrai délire de la pensée unique au service de la propagande d'Etat. Ce rassemblement d'une médiocrité d'une extrême agressivité se donne un seul objectif : nous convaincre que sans diminution de la dette par l'épargne, point de salut et qu'elle seule peut nous permettre de sortir de la crise.

Pour l'ensemble de la classe ouvrière et pour tous les français, il est indispensable de comprendre les réalités et les causes de la crise afin d'en combattre les auteurs et de préserver leur intérêts et leurs acquis. Le vrai problème de la politique de l'U.E. dans ce domaine est la doctrine érigée en théologie anti-inflationniste, ce qui interdit aux 17 pays composant la zone euro de choisir librement les mesures possibles, soit déflationnistes, soit inflationnistes pour préserver leurs intérêts face à la crise mondiale (et notamment l'Espagne, la Grèce, le Portugal...). En clair, la doctrine de l'U.E., le remboursement de la dette par l'épargne, mène d'une manière inexorable à nouveau vers une récession...

Dans ces conditions, l'euro maastrichtien disparaîtra dans sa forme d'origine. Car les théologiens d'Europe n'ont plus le temps de supprimer totalement la souveraineté des Etats qui la composent pour mettre en place un supra-Etat totalitaire, qui peut seul maintenir l'euro maastrichtien. L'Union Européenne s'inscrit dans le projet américain, qui consiste à ne même pas envisager le remboursement partiel de leur dette, et ce en essayant d'imposer aux autres Etats de payer les frais de la crise.

Suite à la seconde guerre mondiale, le dollar américain est à la fois devenu la réserve mondiale et la monnaie marchande. Cet état de fait maintient la contradiction avec l'existence des monnaies des Etats-nations, même si dès 1945, le dollar est indexé sur l'or. Par la suite, la course aux armements et les guerres ont obligé l'administration Nixon à supprimer l'indexation du dollar sur l'or.

Ainsi, le grand boulevard de l'endettement colossal est ouvert au profit des Etats-Unis. Aujourd'hui, comme en 2007 (où le remboursement de la dette par la politique d'austérité n'a pas suffi, à l'évidence), la crise n'est rien d'autre que la volonté des Etats-Unis de faire payer par les Etats du monde entier le monstrueux déficit pour ne pas affronter leur propre prolétariat.

L'empire américain pratique à outrance la planche à billet pour nourrir les spéculations de la mafia financière au plan mondial. Le capitalisme a mis en place la mondialisation et les délocalisations, qui ont abouti à une superproduction dans les pays dits émergents d'un côté et de l'autre à un manque de demande dans les pays occidentaux avec la chute des salaires et du pouvoir d'achat. Ce qui fait que le capitalisme américain s'engage dans un processus d'autodestruction. Cette fuite en avant prépare un conflit gigantesque organisé par les Etats-Unis pour essayer de préserver la primauté politique, économique et militaire, tout en maintenant le dollar comme monnaie de réserve et marchande.

Ces stratégies portent en soi une menace de barbarie sans précédent contre tous les peuples, y compris le peuple américain. De ce point de vue, la théologie anti-inflationniste et le remboursement de la dette avec l'épargne s'inscrivent comme soutien de la stratégie américaine: payer la dette à la place de l'impérialisme américain. Quand on sait que la moindre hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis augmente leur dette massivement, il est facile de comprendre que cette politique de l'Union Européenne nous prépare de nouvelles crises.

Il est encore plus facile de comprendre que les arguments des gouvernements successifs pour mettre en cause la retraite à 60 ans, la protection sociale, le pouvoir d'achat, etc... est une forfaiture (et dans la course aux élections présidentielles au Parti socialiste, M. Valls se présente comme le champion incontestable de la théologie du remboursement de la dette avec l'épargne et avec une croissance zéro). Le récent plan d'austérité Fillon-Sarkozy est ressenti comme une véritable provocation du fait d'«imposer» les riches.

La seule façon de combattre la crise est de revendiquer l'augmentation du pouvoir d'achat, la retraite à 60 ans, 37,5 annuités de cotisation, etc.

C'est ainsi que le communiqué de presse (ci-dessous) des Unions départementales F.O. des Côtes d'Armor, du Finistère, d'Ille et Vilaine et du Morbihan est de nature à ouvrir un rapport de force permettant la défense des intérêts des travailleurs, seuls garants contre la crise.

Et pour cela il est indispensable de sortir de la C.E.S., instrument de l'Union Européenne au sein du mouvement ouvrier, véritable cheval de Troie pour faire accepter la crise de la mafia financière mondiale. Cela seul est de nature à créer le rapport de force propice à balayer la théologie de la vertu de pauvreté de l'Europe de Maastricht, en obligeant ceux qui nous gouvernent, de droite comme de gauche, à remplacer leur théologie par les classiques de l'économie capitaliste, à savoir inflation ou déflation.

**Bertrand KANBAN**

# Communiqué de Presse F.O.

Les Unions Départementales Force Ouvrière 22, 29, 35 et 56, réunies le 6 juillet 2011 à Rennes dénoncent le projet gouvernemental de publication d'un décret avant la fin de l'année allongeant d'un trimestre la durée de cotisation nécessaire pour obtenir une retraite à taux plein.

Les Unions Départementales exigent l'abandon de ce projet et continuent de revendiquer l'abrogation de la loi du 9 novembre 2010 et celle de 2003 sur les retraites.

Les Unions Départementales rappellent que Force Ouvrière a proposé à l'automne dernier à toutes les organisations syndicales un appel à la grève pour obtenir le retour au droit à la retraite à 60 ans à taux plein, le blocage de tout allongement de la durée de cotisation et le retour aux 37,5 annuités de cotisation, le maintien du système solidaire de répartition (contre le système par points) et le retour au calcul sur les dix meilleures années dans le privé, le maintien du code des pensions et du calcul sur les six derniers mois dans le public. Cet appel reste d'actualité pour l'automne 2011.

*A Rennes, le 7 juillet 2011, Joël Josselin, coordinateur régional, pour la Corfo Bretagne.*

## « À ÇA IRA, ÇA IRA, ÇA IRA, LES CAPITALOS À LA LANTERNE »

Sur un air connu, voilà ce que le bon peuple va un de ces jours entonner avec ou sans pique, car à force de plumer la volaille et de raconter des « bobards », ça va bien finir par craquer.

Il est vrai que la stratégie utilisée par le gouvernement, très largement inspirée par l'école ultra-libérale de Chicago est mise en application dans différents pays du monde (depuis 1971 au Chili). Cette stratégie, parfaitement décrite par Madame Naomi Klein dans son livre « *La stratégie du choc* », a fait ses preuves pour annihiler la réaction des populations (voir sur ce sujet les analyses et vidéos sur Google).

Madame Naomi Klein explique tous les ressorts de cette stratégie du choc qui est la caractéristique du capitalisme du désastre. Ainsi les crises, quelles qu'elles soient, guerres, catastrophes naturelles (tsunami, inondations, etc.) conduisent à des chocs psychologiques sur les populations. Les chantres du capitalisme, appliquant la doctrine de Monsieur Milton Friedman de l'école de Chicago, utilisent ces chocs pour imposer, à l'occasion de ces désastres, des réformes économiques ultra-libérales: privatisations de l'énergie, des services publics, de la sécurité sociale, remise en cause des droits à la retraite et des allocations chômage...

En fait, plus le choc est violent, plus les réformes sont violentes.

Il faut donc, selon cette stratégie qu'il y ait une crise si possible grave pour que des réformes injustes et antisociales soient imposées. C'est ce qui explique que suite à la « crise 2008 » il y a eu, au niveau national mais également international, des remises en cause dans les budgets sociaux (exemple: les droits à la retraite, etc ...).

Les promoteurs de ces réformes - financiers, gouvernements, FMI, etc ... - sont tout à fait conscients que celles-ci, présentées aux populations comme remèdes à la crise, ne vont pas améliorer la situation mais risquent au contraire de l'aggraver. Les véritables causes que sont la financiarisation de l'économie, la fraude généralisée et acceptée des banques ne sont évoquées qu'en filigranes et juste dans des déclarations jamais suivies d'effet.

Ainsi, alors que Monsieur Sarkozy et Madame Merkel avaient à peine évoqué la possibilité d'envisager la taxation des flux financiers, et l'interdiction des prêts à découvert, que leurs propositions furent immédiatement rejetées par la finance et les banques centrales. Tous les gouvernements d'Europe (gauche comme droite) taxaient dans le même temps, sans état d'âme, les salariés.

Notons, par exemple, que la taxation des indemnités versées aux accidentés du travail rapportera plus et de manière plus pérenne à l'Etat que la taxation exceptionnelle des riches, et pourtant! Quel émoi dans la presse,... pour les riches.

Les promoteurs de ces réformes refusent de reconnaître que c'est leur politique qui est à l'origine de

cette situation et qui aggrave la conjoncture: tout comme le médecin qui faisait une saignée au malade à bout de force et, ainsi, l'achevait.

La doctrine des tenants de l'école de Chicago dont fait partie Monsieur Trichet (1) est de dire que pour que le système économique fonctionne et se régule, il faut interdire toutes les interventions des états dans l'économie. C'est ainsi qu'il justifie la remise en cause du SMIC, des régimes d'assurance-chômage, des régimes d'assurance maladie, des retraites. Monsieur Trichet considère que l'existence de la fonction publique et les salaires versés par l'État aux fonctionnaires faussent la compétitivité de l'économie et la «libre» régulation des salaires du secteur privé tout en créant du déficit, c'est pourquoi il soutient la politique de privatisation du service public. Il soutient, également, sur la base de cette doctrine, la suppression des aides aux familles, des aides alimentaires, vestimentaires aux associations caritatives.

En effet, selon eux, si l'on indemnise les chômeurs, malades, retraités, si l'on donne à manger aux pauvres, si on les habille, on perturbe cette fameuse autorégulation. Si cela vous choque, je vous invite à écouter l'intervention de Monsieur Trichet (1) sur France-Culture le samedi 13 août vers 23h05 (émission «L'éloge du savoir»: <http://www.franceculture.com/emission-l-elogue-du-savoir-ete-11-jacques-de-larosiere-jean-claude-trichet-2011-08-13.html>). Bien sûr, il faut décoder son discours, il n'est pas aussi net et brutal, mais il explique en mots choisis cette logique.

La crise monétaire ne va pas cesser, la mécanique de fraude financière de spéculation continue, tel un cancer, à gagner du terrain et de s'amplifier. Les mesures prises par le gouvernement dans le plan de rigueur du 24 août s'inscrivent dans la stratégie du choc.

La «*crise financière de 2008*» n'est pas finie et tous les commentateurs économiques disent que celle de 2011 sera pire.

Au préalable, et afin de bien préparer les esprits, une petite démonstration a été faite fin 2010, début 2011 avec la Grèce pour montrer ce que cela peut donner une baisse des cotisations des Etats sur la vie des citoyens, démonstration également qu'un gouvernement de «*Gauche*» est obligé de faire une politique de rigueur et que les manifestations n'y changent rien. Ensuite, on affole tout le monde pendant l'été avec les cours de la Bourse qui décrochent partout. Cela nous est présenté comme une mauvaise surprise, alors que c'était prévu et depuis longtemps tout comme pour la crise de 2008. Le scénario catastrophe peut alors se dérouler, retour de vacances du Président, surpris, comme si une comète était tombée sur Paris qui a tout juste le temps de remettre son costume et de se recoiffer pour mettre en place un plan avec Madame Merckel.

Pendant ce temps, des décrets sont pris pour taxer un maximum des salariés, tout en s'interrogeant sur la taxation des gros revenus, des grosses fortunes. La population s'inquiète et est prête à entendre «plan de rigueur». On en appelle à l'union sacrée, à la règle d'or comme en 14, en somme.

Maintenant, que faire? Manifestations, une journée en septembre, le 20, le 27? 2 jours en octobre? Et bien, NON! Au contraire, ce type même de manifestation processionnaire très en vogue depuis plus de 20 ans, va dans le sens même de l'accompagnement, volontairement ou involontairement, il participe au découragement des salariés. «*Nous étions trois millions à manifester et ils n'ont pas cédé*». Et oui, la manif, ça fait prendre l'air mais question rapport de force, c'est pas terrible.

C'est avec le plus grand cynisme, la plus parfaite mauvaise foi et un mépris total que cette politique est mise en œuvre.

Ce qu'il faut:

C'est dénoncer cette situation, dire et redire que l'on nous ment, l'on nous vole et que cela suffit, que ce n'est pas inéluctable. Dénoncer la politique financière et les fraudes.

Dire que seule une grève générale de plusieurs jours pourrait faire capituler le gouvernement. Mais bien sûr, le mirage de l'alternance politique risque d'éteindre les ardeurs et permettre de reporter à demain la nécessaire mise en œuvre, immédiatement, d'une résistance active au niveau national et international, en quelque sorte préparer une «*révolution*».

A ça ira, ça ira, ça ira ...

**Marc HEBERT**

(1) Gouverneur de la Banque Centrale Européenne (B.C.E.) et ex-gouverneur de la Banque de France

*Pour information: cette lettre de Marc Hébert, secrétaire de l'UD-FO du Finistère, adressée au secrétaire général et au bureau confédéral de la CGT-FO.*

Brest, le 31 août 2011,

## **COUP DE GUEULE DE RENTRÉE**

Nous venons de recevoir la circulaire 2011-120 intitulée «*Campagne de mobilisation et d'information*».

Il s'agit en fait d'une circulaire de campagne électorale, mais de quelle campagne s'agit-il? Qui est l'auteur de ce papier:

- une agence de communication? les signataires?
- le bureau confédéral?
- la CE confédérale a-t-elle été consultée, sinon quel est l'avis de nos camarades?

Car, faire ainsi l'impasse totale sur les revendications du congrès confédéral, pour produire un texte avec lequel «*tout le monde il est d'accord*» relève de l'imposture, voire de la trahison. Pas un mot sur la loi scélérate sur les retraites, sur celle sur la sécurité sociale, la remise en cause des droits aux allocations chômage (c'est vrai que l'on a signé), pas même la mention par exemple que la seule taxation des indemnités versées aux accidentés du travail rapportera plus et de manière plus «*pérenne*» que l'imposition exceptionnelle des riches ... Penser mobiliser les militants sur la base d'un tel texte relève au mieux du phantasme.

Dans un premier temps, je me suis interrogé sur la formulation: «*Pour FO, il s'agit d'être visible sur nos positions*» formulation on ne peut plus ambiguë. Mais les slogans, puisqu'il s'agit d'une campagne électorale sont également ambigus: «*Stop à l'Austérité - Priorité aux Salaires*», «*Stop à l'Austérité - Priorité à l'emploi*» «*Stop à l'Austérité - Priorité aux Services Publics*».

Être de la couleur du mur, n'a jamais été la meilleure façon de procéder pour être visible!

Comme moyen d'être visible sur nos positions, nous aurions pu nous attendre à mieux. Par exemple des slogans portant sur nos revendications issues du congrès confédéral:

- «*Retour à la retraite à 60 ans*»,
- «*Retour aux 37,5 sur les dix meilleures années*»,
- «*Sécurité Sociale égalitaire et solidaire*», «*abrogation des lois Juppé Fillon*»,
- «*Amélioration du régime d'assurance chômage*», etc..

Un an à peine s'est écoulé après la bagarre sur les retraites et elle est déjà oubliée par le bureau confédéral. Pas un mot sur nos revendications, nous devrions bêler: «*non à l'austérité,...*».

Or, l'austérité n'est pas une logique en elle-même, elle est une réponse aux marchés pour déterminer tous les systèmes de protection sociale.

Le sens de la phrase «*d'être cohérent avec nos réserves quant à une éventuelle journée d'action dite "unitaire"*» est clairement une annonce pour participer, avec nos réserves, à une journée d'action unitaire en y opposant (ça c'est pour la forme) la nécessité de construire un véritable rapport de force à tous les niveaux face à la crise et à ses conséquences économiques et sociale.

Opposer un rapport de force à la crise c'est d'une certaine manière reprendre l'appel à l'Union Sacrée de Monsieur Fillon qui est précisément un appel à se battre tous ensemble contre la crise.

Pour nous, syndicalistes, la crise n'est pas en soi une partie à laquelle on se confronte, elle est la

conséquence d'une politique menée par les gouvernements européens (droite-gauche), le FMI, l'OMC, la CEE, avec la complicité active de la CES, de la CSI... Le rapport de force n'est pas à établir contre la crise mais contre le système politique et économique (capitaliste) et ceux qui le dirigent, ceux qui amènent à la faillite et à l'austérité.

La formulation du bureau confédéral est en fait très proche de celle de la CFDT qui réclame, elle aussi, pour lutter contre la crise «*un sommet social, tous ensemble (patronat, organisations syndicales, gouvernements, partis politiques, etc.) afin de promouvoir « les mesures utiles à prendre pour soutenir la croissance, soutenir l'emploi mais aussi réduire la dette*». Certains, non sans humour, diront certainement on s'attendait à pire. Peut-être? Mais c'est déjà très grave.

Amitiés syndicalistes.

**Marc HEBERT**

Nota:

1- Comme «Le Figaro» du 31 août le confirme, FO postule à la présidence de la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse et pour cela il faut faire gentil-gentil avec le patronat et l'intersyndicale.

2- «Le Figaro», «Les Échos» font état de la participation de Jean-Claude Mailly à l'université d'été du Medef 2011, il n'y sera pas seul puisque les responsables de la CFTC et de la CGC y seront également. Les comités de dialogues sociaux ne suffisent donc pas, il faut s'afficher en cette période de remise en cause des droits sociaux bénie par Madame Parisot. Il est vrai que l'indépendance n'est pas un slogan mais une attitude, il serait peut-être temps de redescendre du perchoir pour constater l'appréciation des salariés qui sont prêts «à *pendre haut et court*» le gouvernement et les patrons.

-----

«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»

19, rue de l'Etang Bernard - 44400 Rezé

Abonnement pour 20 n°: 30 euros

Abonnement de soutien: 40 euros

Verser à : ASSOCIATION DES GROUPES FERNAND PELLOUTIER CCP : 9998 28D Nantes

19 rue de l'Etang Bernard - 44400 Rezé

Imprimerie spéciale de L'Anarcho-Syndicaliste

Fondateur de publication : Alexandre HEBERT

Directeur : Christophe BITAUD

-----